

La construction médiatique des banlieues. Retour sur la campagne présidentielle de 2007

Jean Rivière et Sylvie Tissot

Alors qu'elle peine aujourd'hui à s'imposer dans la campagne présidentielle, la « banlieue » était un enjeu central de celle de 2007. Une analyse des articles de quatre grands quotidiens nationaux montre combien les médias ont contribué à en construire une image particulière qui fait écho au thème sécuritaire.

Alors que les élections françaises sont aujourd'hui au centre de l'agenda journalistique, cet article se penche sur la manière dont l'image des « banlieues » a été forgée médiatiquement lors de la campagne du scrutin présidentiel de 2007. Pour cela, un corpus d'articles issus de quatre titres de la presse nationale a été construit¹. La lecture de ces articles révèle que, dans 62 % des cas, les espaces résidentiels évoqués sont les « banlieues », les « quartiers sensibles » et autres « cités HLM », ce taux variant de moins de 50 % dans *Le Monde* et *Libération* à 80 % dans *L'Humanité*. Apparue il y a une vingtaine d'années dans les débats publics, les « quartiers sensibles » sont donc toujours les territoires de prédilection de ceux et celles qui se donnent pour objectif de décrire, comprendre – et traiter – les problèmes sociaux (Tissot 2007 ; Sedel 2009).

La longévité d'une telle catégorie d'analyse du monde social invite à s'y pencher, d'autant plus que la liste des pathologies qui sont associées aux « banlieues » n'a cessé de s'allonger. Au manque de « citoyenneté » et au déficit de « lien social » diagnostiqués dans les années 1980, s'ajoutent depuis les années 1990 les alertes répétées sur la délinquance, la « violence urbaine » et le « communautarisme », tandis qu'antisémitisme et fondamentalisme musulman, sexisme et homophobie semblent désormais sévir uniquement dans les « banlieues » (Fassin 2010).

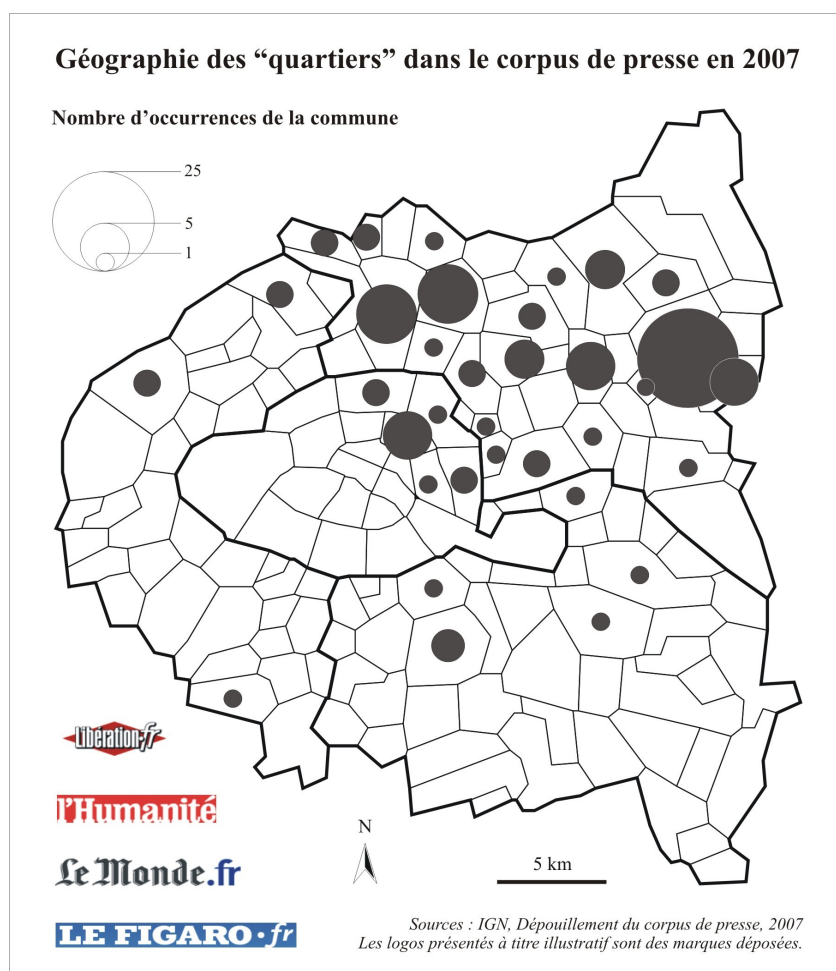
Plus largement, ces « banlieues » constituent toujours le cadre autour duquel s'organisent les controverses intellectuelles : sont-elles devenues des « ghettos » ? Doit-on pointer, s'il le faut en « brisant les tabous », la délinquance qui y sévit, ou, au contraire, souligner le dynamisme de leur jeunesse ? Si d'autres questions sont apparues dans les débats publics, comme celle des discriminations, par exemple, les problèmes sociaux semblent être encore très largement étudiés par le prisme de territoires très étroitement circonscrits.

Cette focalisation sur les banlieues n'a rien de neutre, comme l'a encore montré la campagne électorale de 2007, au cours de laquelle ont été proposées aux lecteurs de la presse écrite des représentations bien particulières de ceux et celles qui y habitent. Parce que les campagnes électorales sont des moments de cristallisation des rapports sociaux, les grilles de lecture du monde social qui y sont mobilisées marquent d'autant plus durablement ces représentations collectives.

¹ Un dépouillement des pages généralistes de *L'Humanité*, de *Libération*, du *Monde* et du *Figaro* a été effectué par Jean Rivière sur une période de quatre mois entre février et mai 2007. En partant de la lecture de ces articles, seuls ceux contenant à la fois une catégorie d'espace résidentiel (par exemple « les cités »), un groupe social (« les jeunes ») et un comportement politique (« Ségolène Royal ») ont été retenus dans le corpus. Ce texte développe certains éléments exposés dans un chapitre d'ouvrage portant à la fois sur les grands ensembles périphériques, les espaces urbains centraux et les mondes ruraux (Rivière 2011).

Les territoires de l'émeute ?

L'examen des lieux évoqués dans les articles permet d'abord de dresser une géographie assez précise des espaces périphériques dont il est question. Pour ce qui est des départements, c'est de la « Seine-Saint-Denis » qu'il s'agit dans près de 40 % des cas, de sorte que le « 93 » (voire le « 9-3 ») constitue l'incarnation de la figure des « cités ». Il est donc intéressant d'y regarder de plus près. La carte ci-dessous, à l'échelle de la petite couronne parisienne, confirme la place prépondérante des communes de ce département, Clichy-sous-Bois en tête, suivie d'Argenteuil (Val-d'Oise), Saint-Denis, La Courneuve ou encore Bondy et Montfermeil. Le souvenir des « émeutes » fortement médiatisées de 2005 explique l'intérêt largement partagé des journalistes pour la ville de Clichy-sous-Bois, où elles ont démarré au mois d'octobre : « Clichy-sous-Bois, symbole des banlieues à risques », titre d'ailleurs *Le Figaro* du 7 mai 2007. Quant à Argenteuil, elle est associée aux propos du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy sur les « racailles » et le « Kärcher », tenus précisément pour déclencheurs des événements. C'est d'ailleurs un début « d'émeute » à la gare du Nord qui permet de comprendre pourquoi le 10^e arrondissement parisien apparaît dans plusieurs articles, ce qui peut surprendre au regard du profil sociologique de ce secteur central où la gentrification est amorcée depuis les années 1990.



Certes, l'on retrouve dans les articles – mais beaucoup moins souvent – la ville de Lyon et ses périphéries (Vaulx-en-Velin, Villeurbanne et Vénissieux), des communes populaires du nord du pays (Lille, Roubaix, Dunkerque), les grandes villes du bassin méditerranéen où les populations précarisées sont parfois concentrées dans les quartiers centraux (Perpignan, par exemple), et bon nombre de communes-centres d'aires urbaines moyennes qui accueillent leur lot de quartiers d'habitat paupérisés. Mais la focalisation médiatique sur quelques quartiers d'Île-de-France reflète

clairement une des questions sur laquelle s'ouvre de façon unanime la campagne : Sarkozy, « attendu à Argenteuil » (*Libération*, 26 février 2007), pourra-t-il faire campagne en « banlieue » sans provoquer une nouvelle « émeute » ?

Classiquement, les images de ces grands ensembles s'accompagnent de descriptions paysagères qui intriquent fortement comportements sociaux et formes urbaines : bâtiments vétustes où les couleurs dominantes sont ternes (le « grisâtre », le « jauni »), espaces saturés de béton, tours et barres « aux tailles inhumaines », dont l'effet pathogène est souligné par l'usage du registre médical comme avec le terme de « cicatrice ». Le diagnostic qui s'est imposé avec la rénovation urbaine depuis le début des années 2000 se retrouve ici : les « problèmes » de ces quartiers ne seront vraiment résolus qu'une fois certaines parties d'entre eux démolies.

Les photographies des paysages de banlieue sont construites sur le même mode et utilisent fréquemment la figure des tours au pied desquelles des jeunes stéréotypés « tiennent les murs » : grosses lèvres renvoyant à leurs origines africaines, code vestimentaire du sweat à capuche et mains dans les poches pour renvoyer à leur supposée inactivité permanente. Des espaces anomiques décrits dans la littérature sur la sarcellite pendant les années 1970, nous sommes bien passés aux « nouvelles classes dangereuses » (Beaud et Pialoux 2005), en grande partie immigrées, et considérées comme élément structurant du « problème des banlieues » depuis les années 1980.

Ces descriptions stigmatisantes sont-elles omniprésentes dans l'ensemble des articles de presse ? Bien que le terme de « banlieue » soit celui qui revient le plus souvent (tableau 1), ce sont les expressions dérivées du mot « quartier » qui occupent la part la plus élevée du corpus (38 % des 306 expressions relevées), qu'il s'agisse de quartiers « populaires », « sensibles », « difficiles » ou d'expressions plus rares – mais plus péjoratives – comme celles qui décrivent le « quartier multicolore », le « quartier où Darty n'ose plus aller », le « quartier quadrillé par la BAC » ou le « quartier qui cumule les handicaps ».

Tableau 1 : Les 20 expressions les plus fréquentes pour désigner les espaces résidentiels

Banlieue	61
Quartier populaire	41
Quartier	40
Cité	36
Cité populaire	9
Quartier sensible	8
Quartier difficile	6
Cité HLM	4
HLM	4
Ville populaire	4
Ville communiste	3
ZUS	3
Banlieue populaire	2
Cité sensible	2
Ghetto de banlieue	2
Grand ensemble	2
Grand quartier populaire	2
Quartiers les plus défavorisés	2
Ville minière	2
ZEP	2

Problèmes et désordres de la « banlieue à risques », « banlieue poudrière », « banlieue qui flambe » et autres « territoires perdus de la République » sont ainsi longuement commentés. Toutefois, et à côté de termes globalement neutres (comme « ZUS », « ZEP », « ZUP »), les caractéristiques sociales ou politiques des banlieues sont aussi soulignées à travers les expressions

de « quartier populaire », « cités populaires », « quartiers les plus défavorisés » ou « ville rouge ». S'il faut rester prudent dans l'interprétation du corpus dépouillé, on observe que ce registre qui encadre la description des grands ensembles avec leurs profils sociaux ou politiques est davantage présent dans les quotidiens ancrés à gauche : 50 % des articles de *L'Humanité*, 32 % dans *Libération*, 41 % dans *Le Monde* et 14 % dans *Le Figaro*. À l'inverse, les expressions axées sur les désordres et l'insécurité sont plus fréquentes lorsque le quotidien porte un projet de société marqué à droite : 8 % dans *L'Humanité*, 9 % dans *Libération*, 11 % dans *Le Monde* et 35 % dans *Le Figaro*, qui titre, par exemple, le 29 mars 2007 sur « la banlieue, poudrière sous haute surveillance ».

La tonalité des articles varie non seulement en fonction des organes de presse mais aussi selon les différentes périodes de la campagne². Ainsi, même si les termes « neutres » sont majoritaires, quelle que soit la période considérée, les expressions axées sur l'insécurité et l'ambiance des « cités » augmentent de manière notable juste avant le premier tour et dans l'entre-deux-tours (pour atteindre un peu moins de 20 % au moment décisif), puis retombent à moins de 10 % lorsque le scrutin est joué. Qui sont donc les responsables de cette insécurité aux yeux des journalistes de la presse écrite ?

Les habitants des « cités » : entre violence et intégration politique par le vote

Cette « banlieue » omniprésente dans la presse semble être, avant tout, peuplée de « jeunes », car ces derniers arrivent très largement en tête quand sont évoqués les habitants de ces espaces urbains, sans compter ceux qui n'existent qu'à travers leur lieu de résidence en tant que « jeunes des quartiers », « jeunes des banlieues », « jeunes des cités » (tableau 2). Typiquement, un article de Luc Bronner, « spécialiste banlieue » du *Monde*, s'ouvre sur une déclaration de « Tarek, 17 ans, habitant des Mureaux, [qui] résume brutalement l'opinion générale dans les quartiers sensibles de la banlieue parisienne » (3 mai 2007). De la même manière, les résidents sont décrits comme de simples « habitants » – voire comme « habitants des quartiers » – un mot qui n'est jamais utilisé seul pour qualifier ceux qui vivent dans d'autres types d'espaces résidentiels.

² La première période couvre la phase de collecte des parrainages d'élus nécessaires pour pouvoir être candidat (soit du 22 février au 16 mars 2007). La deuxième période s'étale depuis la fin de cette collecte jusqu'au premier tour de l'élection (du 16 mars au 22 avril). La troisième période comprend l'entre-deux-tours (du 22 avril au 6 mai), tandis que la quatrième période démarre lors du second tour et se clôt avec la fin du mandat présidentiel de Jacques Chirac (du 6 au 16 mai).

Tableau 2 : Les 20 expressions les plus fréquentes pour désigner les appartenances sociales des habitants

Jeune	56
Habitant	29
Ouvrier	26
Salarié	23
Racaille	22
Chômeur	15
Enfant	15
Employé	14
Étudiant	14
Immigré	14
Gens	13
Femme	11
Retraité	11
Étranger	10
Noir	10
Arabe	9
Citoyen	9
Français	9
Sans-papiers	9
Mère de famille	8

Le critère de l'âge mais aussi de la nationalité et de l'origine dominant, comme le montre le tableau 2. « Immigrés » et « étrangers » sont déclinés selon différentes origines ethniques : « noirs », « blacks » et « Africains » ; « Arabes » et « Maghrébins » ; quand la description n'est pas plus précise encore : « Marocains », « Turcs », « Algériens ». Pour les habitants originaires de ce dernier pays, le raffinement des catégories est d'ailleurs particulièrement poussé et distingue par exemple les « kabyles » des « pieds-noirs ». Il conviendrait, d'ailleurs, de féminiser bon nombre de ces adjectifs, tant les « femmes » semblent avoir une place particulière en « banlieue », celles-ci étant présentées le plus souvent comme « mères de famille » mais aussi comme des « femmes voilées ».

Les expressions relatives à la religion occupent, en effet, une place non négligeable, et c'est bien sûr de « musulmans » qu'il est question... quand la stigmatisation n'est pas explicite : « barbu », « fondamentaliste », « intégriste ». À noter qu'aucun catholique ne semble résider dans les « cités », l'emploi des termes les désignant étant réservées aux mondes ruraux dans les textes analysés. Article après article, la collusion entre le registre du désordre et celui de l'identité nationale – érigée en enjeu politique central par la droite – ne laisse guère de doute sur l'identité des auteurs de trouble et autres « délinquants ».

Et là encore, on retrouve un clivage entre les différents journaux. « Racaille », « bande », « casseur » et « délinquant » font partie des mots plus souvent utilisés dans *Le Figaro*. Si la présence des « ouvriers », des « salariés » ou des « chômeurs » peut surprendre dans le tableau 2, tant elles sont généralement invisibles dans la presse ou l'actualité sociale (Beaud, Confavreux et Lindgaard 2008), il faut préciser qu'elles sont très largement concentrées dans les articles de *L'Humanité* (18 des 26 occurrences pour « ouvriers », 11 sur 15 pour « chômeurs » et 19 sur 23 pour « salariés ») et dans *Le Monde*, où les catégories sociales évoquées donnent une image plus diversifiée des « quartiers ».

Si l'on observe l'ensemble des articles dépouillés et non pas uniquement ceux qui portent sur les « cités », un glissement apparaît au moment du premier tour de l'élection dans la manière de décrire les habitants. C'est ainsi que les termes liés à l'origine ou à la couleur de peau, les mots relatifs à la religion et les descriptions faisant état des comportements des habitants (souvent évoqués sur le

mode de la déviance avec la figure de la « racaille ») sont présents dans 28 % des articles juste avant le premier tour, et seulement dans 13 % après le 22 avril. Or on a montré que c'est justement pour décrire les « banlieues » que ce registre de lecture du monde social basé sur des critères subjectifs (religion, pratiques et comportements sociaux supposés communs aux groupes) était utilisé. Une fois le premier tour passé, la lecture des articles révèle, par contre, un recours plus fréquent à des propriétés sociales objectivement mesurables (catégorie socioprofessionnelle, par exemple). Bien que la plupart des journalistes – influencés en cela par les tenants de la sociologie électorale cathodique – soient habituellement peu enclins à évoquer le poids des déterminants sociaux sur les pratiques électorales, on peut penser que ce recours plus fréquent aux positions sociales des habitants dans les articles postérieurs au premier tour s'explique en partie par le fait que le vote a effectivement eu lieu... et est donc susceptible d'être analysé. Cela dit, rien n'empêchait les auteurs des articles dépouillés de s'interroger sur les effets politiques des conditions d'existence matérielle des habitants des « cités » avant le scrutin, or cela n'a été que (trop) rarement le cas.

Justement, les comportements politiques attribués aux habitants des cités semblent appréhendés à travers une grille de lecture particulièrement consensuelle. Dès l'ouverture de la campagne, les articles du corpus construisent l'élection présidentielle à venir comme une chance d'intégration politique pour les « cités » et leurs électeurs, et ce deux ans après les « émeutes » de 2005. Il en ressort une vision dichotomique et légitimiste des comportements politiques en banlieue : entre peur de l'émeute et des violences, rejetées du côté de l'irrationnel, et espoir de comportements « citoyens » que plusieurs organes de presse, soucieux de contrer les visions stigmatisantes qu'on leur reproche parfois, s'attachent à souligner. Parmi les attitudes considérées comme positives, figure ainsi en premier lieu l'engagement associatif, comme en témoigne le nombre d'articles consacrés à l'association AC Le Feu (née à Clichy-sous-Bois après 2005), qui s'était lancée dans un Tour de France visant à recueillir les doléances des habitants des cités. Mais dans bien des articles, le vote – et notamment le vote à gauche – apparaît comme la voie par excellence de l'intégration politique.

Le nom des candidats à l'élection présidentielle est ainsi très souvent présent dans les articles (tableau 3). La catégorisation « Ségolène Royal » est de loin la plus fréquente, suivie de « Marie-George Buffet » (32 occurrences exclusivement présentes dans les articles de *L'Humanité*...) puis de « communiste » (28, dont 21 dans *L'Humanité*)³. « Nicolas Sarkozy » arrive ensuite, mais les articles relatant sa présence sont construits en opposant les habitants de ces « quartiers » au candidat de l'UMP à partir d'une interrogation sur la réaction épidermique des premiers au second en raison de ses propos sur la « racaille ». En contrepoint aux articles de début de campagne, se multiplient ainsi ceux qui, à la veille du premier tour, s'interrogent sur les risques possibles d'« explosion » en cas de victoire de Nicolas Sarkozy. À tel point que, même aux lendemains de l'élection, c'est toujours sous cet angle que l'article du *Monde* du 8 mai oriente son reportage à Aulnay où « le face-à-face tendu entre forces de l'ordre et habitants du quartier des « 3 000 » n'a pas dégénéré en affrontements ».

³ Les occurrences des termes « PCF », « CGT » et « gauche populaire et antilibérale » sont, elles aussi, quasiment toutes issues de *L'Humanité*.

Tableau 3 : Les 20 expressions les plus fréquentes pour désigner les attitudes électorales des habitants

Ségolène Royal	52
Marie George Buffet	32
Communiste	28
Nicolas Sarkozy	26
Gauche	21
PCF	21
Francois Bayrou	17
Inscription sur les listes électorales	16
Jean Marie Le Pen	16
FN	15
Olivier Besancenot	13
Socialiste	13
José Bové	10
UMP	10
CGT	8
Gauche populaire et antilibérale	7
PS	7
UDF	7
Altermondialiste	4
Frontiste	4

Face aux risques de violence, l'élection est médiatiquement construite comme le débouché naturel de la protestation des habitants des « cités ». Parmi les comportements politiques cités dans les articles, « l'inscription sur les listes électorales » est fréquemment évoquée, la campagne menée par l'association AC Le Feu pour pousser les « jeunes » à s'inscrire sur les listes et à voter pour canaliser leur colère étant particulièrement bien couverte dans la presse. Cette couverture spécifique suscite plusieurs remarques. On peut d'abord noter que les 16 occurrences de « l'inscription sur les listes électorales » sont exclusivement concentrées dans les articles sur les « cités », comme si aucun autre citadin ou aucun habitant d'une zone rurale n'avait fait cette démarche avant 2007, ce qui est assez caricatural.

Mais il est intéressant de noter que, alors que le mouvement d'inscription est très largement couvert par la presse, l'hypothèse de l'abstention – certes présente en filigrane quand il est question d'inscription – n'est presque pas évoquée de manière explicite, un peu comme si cette hypothèse n'était pas envisageable. Des travaux récents ont pourtant souligné son importance dans les quartiers populaires de grands ensembles (Braconnier et Dormagen 2007), en montrant, d'ailleurs, que la participation électorale se joue largement dans la qualité de l'inscription. De la même manière, et alors que l'abstention croissante des classes populaires entretient une étroite relation avec le fonctionnement du champ politique, aucun journaliste n'évoque, sauf en ce qui concerne la personne de Nicolas Sarkozy, l'hypothèse selon laquelle la classe politique elle-même (le brouillage des frontières idéologiques entre gauche et droite, le fossé, notamment socio-économique, qui sépare les élus des électeurs, etc.) pourrait expliquer le choix de ne pas voter. À l'inverse, la tendance au repli sur soi, à l'indifférence, au nihilisme, voire à la réaction « violente » semble inhérente aux « jeunes de cités ».

Dans l'ensemble, la focalisation sur l'inscription et le fait que l'abstention soit évoquée sur un mode implicite tendent à présenter les comportements politiques des habitants de manière particulière. D'une part, cela conduit à ne pas s'interroger sur la possible existence d'une abstention politisée dans ces « quartiers » (et ailleurs) où, scrutin après scrutin, les conditions de vie objectives des habitants n'évoluent que très peu, et où l'éloignement par rapport aux partis de gauche ne cesse de croître. De l'autre se trouve évacuée toute interrogation sur la dimension éventuellement politique (ou « protopolitique ») des comportements émeutiers (Mauger 2006).

Des projecteurs braqués sur les « cités » au moment crucial

Une telle focalisation médiatique sur les « banlieues » lors des élections présidentielles de 2007 n'est évidemment pas neutre. C'est, d'ailleurs, au moment de la campagne où l'on parle le plus de ces espaces que l'on en parle sur le mode le plus stigmatisant. Le pourcentage de termes liés aux quartiers périphériques chute en effet au fil des semaines : 64 % avant le premier tour, 62 % pendant l'entre-deux-tours, puis seulement 37 % après le second tour de scrutin. Dans le même temps, les espaces urbains centraux – généralement présentés comme plus « tranquilles » – sont soudainement évoqués quatre fois plus souvent.

Dans une perspective plus critique et dans un contexte de forte intrication entre champ politique et champ médiatique, on peut s'interroger sur les usages électoraux d'une telle focalisation sur la banlieue et ses désordres supposés. On peut aussi se demander si le retour dans l'invisibilité de populations qui n'en sortent qu'à l'occasion de faits divers violents relatés sur un mode sensationnaliste n'est pas le corollaire d'un recentrage sur les centres au moment des « analyses » postélectorales, et ce en raison du poids important de leurs habitants dans le lectorat de la presse quotidienne nationale. Il s'agirait alors, en somme, d'un déplacement de la focale journalistique sur l'espace légitime du point de vue de sa clientèle.

Bibliographie

- Beaud, Stéphane, Confavreux, Joseph et Lindgaard, Jade. 2008. *La France invisible*, Paris : La Découverte.
- Beaud, Stéphane et Pialoux, Michel. 2005. *Violences urbaines, violence sociale : genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris : Hachette Littératures.
- Braconnier, Céline et Dormagen, Jean-Yves. 2007. *La démocratie de l'abstention*, Paris : Folio.
- Fassin, Éric. 2010. « Homosexuels des villes, homophobes des banlieues ? », *Métropolitiques*, URL : <http://www.metropolitiques.eu/Homosexuels-des-villes-homophobes.html>.
- Mauger, Gérard. 2006. *L'émeute de novembre 2005 : une révolte protopolitique*, Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant.
- Rivière, Jean. 2011. « Catégorisations résidentielles et (dé)valorisation des habitants. La campagne présidentielle de 2007 dans la presse écrite », in Backouche, I., Ripoll, F., Tissot, S. et Veschambre, V. (dir.), *La dimension spatiale des inégalités. Regards croisés des sciences sociales*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Sedel, Julie. 2009. *Les médias et la banlieue*, Latresne : Éditions Le bord de l'eau/INA.
- Tissot, Sylvie. 2007. *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie d'action publique*, Paris : Seuil.

Jean Rivière est maître de conférences à l'Institut de géographie et d'aménagement régional de l'université de Nantes (IGARUN). Rattaché à l'équipe « Espaces et sociétés » (UMR ESO 6590 CNRS), ses recherches s'inscrivent dans le champ de la géographie sociale et sont centrées sur l'étude de la dimension spatiale des inégalités et des rapports de pouvoir. Ses travaux articulent les recompositions sociologiques en cours dans les mondes (péri)urbains avec les comportements électoraux qui s'y expriment. Il a récemment publié « La division sociale des espaces périurbains français et ses effets électoraux » (*Données urbaines*, n° 6, 2011) ; et « Catégorisations résidentielles et (dé)valorisation des habitants. La campagne présidentielle française de 2007 dans la presse écrite » (in *La dimension spatiale des inégalités. Regards croisés des sciences sociales*, 2011).

Sylvie Tissot est professeure de sciences politiques à l'université Paris-8. Elle travaille sur la réforme des espaces urbains et leurs représentations, des quartiers d'habitat social aux quartiers dits gentrifiés, en France et aux États-Unis. Elle est l'auteur de *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique* (Seuil, 2007) et de *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste* (Raisons d'agir, 2011).

Pour citer cet article :

Jean Rivière & Sylvie Tissot, « La construction médiatique des banlieues. Retour sur la campagne présidentielle de 2007 », *Métropolitiques*, 7 mars 2012. URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-construction-mediatique-des.html>.